

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Questions-sur-les-experts-des-laboratoires-d-idees>

Questions sur les « experts des laboratoires d'idées »

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Date de mise en ligne : mardi 4 juin 2019

Description :

Questions sur les « experts des laboratoires d'idées ». Ce spécialistes font habituellement partie d'une caste dysfonctionnelle qui dédaigne les perspectives alternatives et est immunisée contre les conséquences des politiques qu'elle justifie.- Rafael Poch de Feliu

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les spécialistes des laboratoires d'idées font habituellement partie d'une caste dysfonctionnelle qui dédaigne les perspectives alternatives et est immunisée contre les conséquences des politiques qu'elle justifie.

Les positions d'une grande puissance souveraine (dans le monde d'aujourd'hui elles demeurent bien peu nombreuses) en matière de politique économique ou de relations internationales sont, évidemment, déterminées par les intérêts des forces vives que son gouvernement sert. Quand un gouvernement veut divulguer certaines positions il a recours aux médias. Quand il veut les créer, il utilise les « experts ».

Les « experts », comme les journalistes, ont l'habitude de manger de la main du pouvoir établi, dès qu'ils élaborent les positions qu'on attend d'eux. Pour cela, il existe tout un lattis institutionnel de fondations, d'universités, d'instituts et médias, dont le vecteur principal est cette servitude. Il s'avère aussi difficile de trouver un « expert » ayant des points de vue propres ou indépendants, que de tomber sur un journaliste hétérodoxe. Ni les uns ni les autres ont normalement de futur professionnel, ni évidemment de place dans les institutions concernées.

Nous devons au livre de Stephen Walt, « *The Hell of Good Intentions* » une rare caractérisation des dits « laboratoires d'idées » des États-Unis, plus connus sous leur dénomination anglaise, *think tanks*. Walt fut déjà coauteur, avec l'universitaire conservateur John J. Mearsheimer d'un excellent livre sur le fonctionnement du puissant *lobby* israélien dans son pays, « *The Israël Lobby and U.S. Foreign Policy* ». Maintenant il nous explique le monde des « experts » en politique extérieure.

Il les définit comme « une caste dysfonctionnelle, formée par des privilégiés qui dédaignent en général les perspectives alternatives et sont immunisés à l'égard des conséquences des politiques qu'ils ont mises en pratique ». Un corps discipliné par les pathologies établies qui sont déduites des intérêts de ceux qui les paient et dirigent.

La majorité des laboratoires d'idées est liée aux intérêts particuliers. Aux États-Unis cela vient de très loin, avec des institutions de pensée liées aux noms de la modernisation de l'hydrocarbure et de l'acier, comme [Rockefeller](#) ou [Carnegie](#), mais dans les années soixante-dix s'est produit un énorme investissement chez les créateurs d'opinion qui a préparé le terrain idéologique à l'involution néolibérale. Aujourd'hui, la majorité des « centres d'études stratégiques » ou « instituts d'études économiques » que l'on trouve dans le monde qui compte, répandent depuis des décennies la bonne nouvelle néolibérale / belliciste / crématisante qui est arrivée à faire partie du bon sens du citoyen informé. Leur objectif n'est pas la recherche de la vérité, ou des vérités, mais « le marketing politique d'idées défendues par leurs sponsors », explique Walt.

Les Américains ont inventé l'usage intensif de la presse pour propager les mensonges nécessaires pour générer le consensus dont a besoin une agression. Ils ont été les créateurs du journalisme moderne et sont ses maîtres. Ils utilisent la chronique internationale, fondamentalement, pour justifier, cacher ou embellir les méfaits de leur gouvernement. Ce sont eux qui ont présenté pour la première fois et ont rodé cette relation incestueuse du pouvoir avec les journalistes à coups de fuites et de confidences intéressées envers le corps de journalistes « de la cour », dans ce cadre d'entreprises journalistiques strictement contrôlées par le pouvoir patronal qui passe par « liberté de la presse » et le « quatrième pouvoir », quand c'est précisément sa perversion. La relation actuelle entre les médias et le pouvoir qu'aujourd'hui nous voyons partout fut une invention US, comme les relations publiques et l'entité Hollywood, qui, comme Laurent Dauré dit, est « la suite de la politique de Washington par d'autres moyens ».

À leur tour, les journalistes ont recours aux « experts » pour soutenir le message cherché quand on débat des

aspects de la politique internationale. Le résultat a l'habitude d'être totalement uniforme, puisque rares sont les voix qui divergent des approches établies. La conséquence d'institutions qui tendent à perdre de vue la réalité - parce qu'elles la sacrifient à la discipline - est généralement d'être une considérable cécité systémique. C'est ainsi que « l'efficacité » de l'appareil de propagande impériale participe à la dégradation d'un système aveugle. Nous l'avons vu en URSS, mais c'est universel : bien que le leadership des États-Unis soit écrasant, cela survient dans différentes proportions dans presque partout dans le monde.

Walt explique comment la majorité des experts sont formatés par le consensus idéologique - militaire de Washington et ceux qui ne le sont pas ont peu de probabilités de faire carrière. Il mentionne le destin des 33 chercheurs en relations internationales qui en septembre 2002 ont mis en garde contre la guerre d'Irak. « *On n'a proposé à aucun d'eux depuis ce temps-là un poste dans l'administration ni dans aucun des groupes les plus prestigieux dédiés à l'investigation extérieure* », dit-il. Il est aussi rare de voir un expert qui défend sur une télévision des États-Unis la position de l'Iran dans les tensions actuelles, que de voir sur un canal européen un critique de l'OTAN ou du nationalisme exportateur de l'Allemagne et de son austérité dans l'eurocrise. On ne les paye pas pour cela.

Chaque année des gouvernements et des industries apportent des dizaines de millions de dollars aux institutions chargées de fabriquer le consensus. Aux États-Unis les *think tanks* sont considérés comme des institutions « sans but lucratif », c'est pour cela qu'elles ne sont pas obligées de déclarer les noms de leurs mécènes et le montant de leurs revenus annuels. Malgré cela, il est de notoriété publique que la majorité des laboratoires d'idées reçoivent des donations en millions de dollars d'entreprises du secteur militaire, comme Lockheed-Martin ou Boeing, de l'armée elle-même, du secteur aérospatial et des pays du Moyen-Orient, comme l'Arabie Saoudite, des Émirats Arabes Unis, d'Oman, du Qatar, d'Israël, ou d'autres comme la Corée du Sud ou le Japon. Bien que ces institutions défendent des intérêts nationaux et spécifiques des États-Unis, financer des *think tanks* US est pour ces pays un bon investissement pour promouvoir leurs propres affaires depuis le centre impérial.

La plupart de grands *think tanks* des États-Unis et de l'Europe ont parmi leurs associés d'ex dirigeants très connus. Les gens comme Henry Kissinger, Brent Scowcroft, Stephen Hadley, aux États-Unis, ou des compagnons de route comme le ministre suédois des Affaires étrangères Carl Bildt ou José Marie Aznar, figurent comme directeurs et conseillers de l'*Atlantic Council*, le *think tank* lié à l'OTAN. La même chose existe avec les grands laboratoires d'idées européens, Le *European Council on Foreign Relations* ou la *DGAP* allemande. Le *CIDOB* de Barcelone, qui a eu pour Président l'ex-ministre de la Défense Narcís Serra, et pour Président d'honneur Javier Solana. Il ne faut pas s'étonner de la difficulté qui résulte à trouver là des points de vue qui contredisent un peu la discipline de la pensée établie en matière « de sécurité européenne » ou eurocrise, pour citer deux grands sujets. C'est une tendance qui touche jusqu'aux derniers recoins de ce petit monde de servitudes et de discipline intellectuelle, dans lequel, bien sûr, il y a des exceptions.

L'histoire suggère que l'augmentation du niveau d'éducation, de culture et de sophistication technique dans les pays les plus développés, ne nous a pas plus rendu plus et mieux informés que nos trisaïeux. Séparés par plus d'un siècle, le mensonge continue d'unir le renversement de la dernière reine de l'Hawaï, [Liliuokalani](#), en 1893, avec celui de Saddam Hussein, en 2003. Ce que Snowden a révélé, suggère même la possibilité bien réelle d'un contrôle orwellien, avant techniquement impensable.

Pour tout cela, de la même manière que nous sommes obligés à apprendre à lire les journaux, c'est-à-dire à les interpréter, quand ils nous présentent un « expert » il faut se demander la chose la plus élémentaire : D'où sort-il ? Pour qui il travaille et qui paie son institution ?

Rafael Poch de Feliu* pour son Blog personnel [Rafael Poch de Feliu](#)

[Rafael Poch de Feliu](#). Catalunya, 30 mai 2019.

* **Rafael Poch-de-Feliu** (Barcelone, 1956) a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humiliación al restablecimiento ».

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 4 juin 2019

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.